

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P.)*****Pouvoir adjudicateur***

Ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat  
et de la prévention des risques

***Représentant du pouvoir adjudicateur***

M. le Directeur départemental des territoires de Lot-et-Garonne,  
par délégation de M. le Préfet de Lot-et-Garonne

***Objet de la consultation***

**Caractérisation des aléas inondation** de l'Avance et de ses affluents.  
**Élaboration/Révision des plans de prévention du risque inondation.**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 - MODALITÉS DE PASSATION.....	4
1.3 – DÉCOMPOSITION EN TRANCHES.....	4
1.4 – DÉFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES.....	5
1.4.1 - Titulaire.....	5
1.4.2 - Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché (RPA).....	5
1.5 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
1.5.1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	6
1.5.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	6
1.5.3 - Assurances.....	7
1.5.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	7
<b>ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>8</b>
3.1 - CONTENU DES PRIX.....	8
3.2 - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	8
3.3 - MODALITÉS DE PAIEMENT.....	8
3.3.1 - Demande d'acompte.....	9
3.3.2 - Solde.....	9
3.4 - VARIATION DANS LES PRIX.....	9
3.4.1 - Les prix fermes actualisables.....	9
3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché.....	9
3.4.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	9
<b>ARTICLE 4 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION – DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES.....</b>	<b>10</b>
4.1 - DESCRIPTION DE LA PRESTATION.....	10
4.2 - DÉLAI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS - PÉNALITÉS.....	10
4.2.1 - Délais d'exécution.....	10
4.2.2 - Suspension des délais d'exécution.....	10
4.2.3 - Pénalités pour retard.....	10
<b>ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>11</b>
5.1 - RETENUE DE GARANTIE.....	11
5.2 - AVANCE.....	11
<b>ARTICLE 6 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>12</b>
6.1 - NOMBRE D'EXEMPLAIRES.....	12

6.2 - CONTRÔLES DES PRESTATIONS EN COURS DE RÉALISATION.....	12
6.3 - DÉLAIS D'APPROBATION DES DOCUMENTS.....	12
6-4 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
6-5 – RÉCEPTION.....	12
<b>ARTICLE 7 – TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DES RÉSULTATS –OBLIGATION DE DISCRÉTION ET DE CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>13</b>
7-1 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE - UTILISATION DES RÉSULTATS.....	13
7-2 - OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	13
<b>ARTICLE 8 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>13</b>
8-1 - RÉSILIATION DU MARCHÉ PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	13
8-2 - RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE.....	13
<b>ARTICLE 9 – DIFFÉRENDS ET LITIGES.....</b>	<b>14</b>
9-1 - RÈGLEMENT À L'AMIABLE.....	14
9-2 - CONTENTIEUX.....	14
<b>ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>14</b>

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1 - Objet du marché**

La présente consultation est organisée en vue de réaliser les études nécessaires à la caractérisation des aléas inondations de l'Avance et de ses affluents dans le département de Lot-et-Garonne et de déterminer selon les résultats obtenus les communes devant faire l'objet d'une procédure d'élaboration ou de révision d'un plan de prévention des risques inondations.

Le périmètre d'exécution des prestations concerne 19 communes du département de Lot-et-Garonne dont 18 communes sur le linéaire de l'Avance (depuis Boussès à l'amont jusqu'à la confluence avec la Garonne) et au moins 1 commune supplémentaire (Caumont-sur-Garonne) pour les affluents de l'Avance.

Les prestations feront l'objet d'un marché à tranches conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du code de la Commande Publique.

### **1.2 - Modalités de passation**

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L.213-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la Commande Publique.

### **1.3 – Décomposition en tranches**

**Le marché comporte une tranche ferme et trois tranches optionnelles :**

– une tranche ferme : des études à dominante hydraulique permettant de déterminer les aléas inondation sur les communes concernées avec réalisation des cartographies de localisation des phénomènes naturels, production d'un modèle hydraulique et ses résultats, et réalisation des cartes des aléas inondation. À l'issue de cette tranche ferme, il sera déterminé les communes devant faire l'objet d'une procédure de PPRi.

– une tranche optionnelle n°1 : réalisation du dossier de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour les communes concernées par les futurs PPRi.

– une tranche optionnelle n°2 : réalisation complète du dossier d'évaluation environnementale avant prescription des PPRi pour les communes concernées.

– une tranche optionnelle n°3 : conduite des procédures d'élaboration ou de révision de tous les PPRi sur les communes qui auront été identifiées dans le cadre de la tranche ferme, comprenant pour chacune la production :

- \* d'une note de présentation
- \* d'une carte des enjeux
- \* d'une carte de zonage réglementaire
- \* d'un règlement
- \* d'un traitement complet et effectif des PPRi au format SIG après validation par la DDT47

## 1.4 – Définition des parties contractantes

### 1.4.1 - Titulaire

Les informations relatives au titulaire du marché sont précisées à l'article B1 de l'acte d'engagement.

Le titulaire désigne pour le représenter une personne physique, dénommée « animateur » chargé de la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur du service instructeur de la Direction Départementale des Territoires de Lot-et-Garonne tout au long de la procédure.

Il doit assister personnellement à toutes les réunions auxquelles le titulaire sera convoqué par le service instructeur.

L'animateur désigné par le titulaire est :

**Nom – prénom** (qualité) :

En cas d'empêchement majeur de l'animateur, le suppléant désigné est :

**Nom – prénom** (qualité) :

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire proposera, à l'acceptation du service instructeur, un remplaçant de compétence équivalente, conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

En tout état de cause, les références de l'animateur ou du suppléant sont fournies au service instructeur dès la remise de la proposition, sous peine de rejet de la candidature.

### 1.4.2 - Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché (RPA)

Le Directeur Départemental des Territoires de Lot-et-Garonne est désigné en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) pour le compte du maître d'ouvrage. Il est chargé de mener la concertation et la communication sur l'opération.

Pour l'exécution du marché, le RPA est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

1. Le Chef du Service Risques et Sécurité, pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner une date certaine (article 3.1 du CCAG-PI)
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-PI)
- Notification des décisions de communication de la personne responsable du marché (PRM) faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG-PI)
- Signature et notification, en tant que représentant de la personne responsable pour l'exécution du marché, des décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement des dispositions contractuelles (article 27 du CCAG-PI)

2. Le responsable de l'unité Prévention des risques pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception de la facture (article 11.8 du CCAG-PI)
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire
- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement ou par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 26 du CCAG-PI)

Toute décision administrative et comptable en cours de marché s'effectuera par ordre de service.

## **1.5 - Dispositions générales**

### **1.5.1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

**Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.**

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixées à cet article.

En cas de non-remise par le titulaire des documents susmentionnés, le représentant du pouvoir adjudicateur, après mise en demeure notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D.8254-3 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **1.5.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application de l'article D.8222-7 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixées à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le représentant du pouvoir adjudicateur, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-7 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....*

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-3 du présent CCAP. »*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### **1.5.3 - Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1.5.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché, sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

### **A - Pièces particulières**

- Acte d'engagement (A.E.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Décompte du prix global et forfaitaire (DPGF)

### **B - Pièces générales**

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G-P.I.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3-4-2 du présent CCAP

## **ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 - Contenu des prix**

A - Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en tenant compte des sujétions d'exécution particulières définies au cahier des charges.

Ils sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCTP. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage ne sera facturé.

Toutes les livraisons seront effectuées en « emballage perdu » ou récupérable. Indiquer si besoin le minimum et le maximum pour l'ensemble et/ou chacune des tranches.

En cas de changement de taux de TVA pendant l'exécution du marché, le taux de TVA applicable sera celui en vigueur au moment du fait générateur de la TVA.

B - Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix

### **3.2 - Règlement des comptes**

Le délai global de paiement des avances, acomptes et du solde est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception du projet de décompte par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les différentes prestations sont rémunérées lorsqu'elles sont validées par le service instructeur de la Direction Départementale des Territoires.

### **3.3 - Modalités de paiement**

Conformément à l'article 11 du CCAG-PI, si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

### **3.3.1 - Demande d'acompte**

La demande d'acompte, établie par le titulaire, est déposée sur l'outil financier CHORUS.

### **3.3.2 - Solde**

#### **1. Projet de décompte**

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues dans le présent CCAP, le titulaire adresse au conducteur d'étude, le projet de décompte correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

Ce projet de décompte est déposé sur l'outil financier CHORUS par le titulaire.

#### **2. Décompte - Solde**

Le montant du décompte est établi par le conducteur d'étude et correspond au montant des sommes dues au titulaire pour sa prestation, diminué du montant cumulé des acomptes payés.

## **3.4 - Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3.4.1 - Les prix fermes actualisables**

Les prix sont fermes actualisables. Au-delà de 3 mois entre la date de l'offre validée et la date de début des prestations, ils seront actualisés par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C) donné par la formule :

$$C = \frac{I_m - 3}{I_0}$$

dans laquelle

$I_0$  = valeur de l'index en vigueur au mois d'établissement des prix

$I_{-3}$  = valeur de l'index trois mois avant la date de début d'exécution des prestations de la tranche ferme et des tranches optionnelles.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'index choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie I (base 2010).

### **3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  fixé à l'acte d'engagement.

### **3.4.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## **ARTICLE 4 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION – DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES**

### **4.1 - Description de la prestation**

Le titulaire fournit les prestations décrites dans sa proposition. La prestation s'effectue selon les modalités prévues par le cahier des charges et ses annexes.

Lors des réunions prévues dans le cahier des charges, le titulaire y est représenté, au minimum par l'animateur accompagné de toute personne dont la présence est manifestement nécessaire.

### **4.2 - Délai d'exécution des prestations - Pénalités**

#### **4.2.1 - Délais d'exécution**

Le délai global du marché ne pourra excéder **69 mois**.

Par ailleurs, toute étape technique consécutive à un point d'arrêt tel que défini au paragraphe 6.4, ne démarrera qu'à compter de la date de notification de l'accord formel du conducteur d'étude.

Le délai pour la remise de compte-rendu des réunions, de documents modifiés suite à chaque réunion de restitution, à des demandes écrites du client est fixé à **15 jours**.

#### **4.2.2 - Suspension des délais d'exécution**

En complément des stipulations de l'article 13 du CCAG-PI, le délai d'exécution pourra être suspendu par décision du représentant du pouvoir adjudicateur en cas de difficultés éventuelles de recherche de données ou si les documents intermédiaires fournis en cours de l'étude nécessitent des délais spécifiques pour besoin d'expertise.

#### **4.2.3 - Pénalités pour retard**

En application de l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de dépassement des délais d'exécution mentionnés à l'article B5 de l'acte d'engagement et 4-2.1 du CCAP, des pénalités seront appliquées au titulaire, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

**Le montant de la pénalité est de 1 000,00 € par jour de retard.**

## **ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5.1 - Retenue de garantie**

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

### **5.2 - Avance**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées au décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance du sous-traitant sont fixées par le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

#### **Garanties financières de l'avance**

**Le paiement de l'avance sera conditionné au versement d'une garantie à première demande représentant 100 % du montant de l'avance.**

La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Elle est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché public.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché pour la tranche ferme et à chaque notification d'affermissement pour chacune des tranches optionnelles.

**Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.**

## **ARTICLE 6 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS**

### **6.1 - Nombre d'exemplaires**

Les éléments à remettre et leur nombre sont précisés à l'article 5 du CCTP.

Les documents établis et les informations livrés sous forme numérique seront la propriété de L'État - Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires.

### **6.2 - Contrôles des prestations en cours de réalisation**

La certification du service fait est réalisée par la Direction Départementale des Territoires de Lot-et-Garonne.

### **6.3 - Délais d'approbation des documents**

L'approbation consiste en l'acceptation par le service instructeur de la Direction Départementale des Territoires des documents correspondants aux éléments de mission remis et conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette approbation doivent intervenir avant l'expiration d'un délai d'1 mois maximum.

Ce délai est majoré de 15 jours lorsque cette période de validation contient tout ou partie des mois de juillet et d'août, ainsi que tout ou partie de la période allant du 20 décembre au 10 janvier.

### **6-4 – Arrêt de l'exécution des prestations**

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme, dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG-PI. Il notifie alors sa décision au titulaire, et selon un préavis de 2 mois. Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations exécutées.

### **6-5 – Réception**

Il est fait application des articles 26 et 27 du CCAG-PI.

En commentaire il est précisé que le terme "prestations" concerne toutes les prestations définies au marché.

## **ARTICLE 7 – TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DES RÉSULTATS – OBLIGATION DE DISCRÉTION ET DE CONFIDENTIALITÉ**

### **7-1 - Propriété intellectuelle - Utilisation des résultats**

Le titulaire accorde à l'acheteur, des droits d'utilisation des résultats de l'étude conformément aux dispositions mentionnées à l'article 32 à 35 du CCAG PI.

Il est précisé que le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les différentes données recueillies ou constituées ainsi que les bases de données informatiques mises au point dans le cadre du présent marché; le maître d'ouvrage pourra en disposer librement. Il bénéficie en particulier d'un droit de représentation par tout moyen connu ou inconnu à ce jour devant tout public.

Le maître d'ouvrage bénéficie du transfert des droits à modification, de reproduction à l'identique, soit modifié et de présentation. Ces droits sont transférés sans limitation de temps ni restriction de lieu.

### **7-2 - Obligation de discrétion**

Sauf accord préalable, le conducteur de l'étude est seul responsable de l'organisation des contacts avec les organismes ou personnalités concernées par le projet. Le titulaire s'engage par conséquent à obtenir de celui-ci l'accord préalable sur les contacts qui lui seront nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le titulaire du marché s'engage à ne communiquer aucun renseignement, plan ou résultat quelconque à des tiers sans autorisation du maître d'ouvrage.

Tout manquement à ces obligations, ainsi qu'à l'article 5 du CCAG-PI entraînera de plein droit la résiliation du marché aux torts du titulaire par application de l'article 39 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 8 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

### **8-1 - Résiliation du marché par la personne publique**

La personne publique peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché.

Sauf dans les cas de résiliation prévus aux articles 37 à 39 du CCAG-PI, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision conformément à l'article 40 du CCAG-PI.

### **8-2 - Résiliation aux torts du titulaire**

Si le titulaire a commis une des fautes listées à l'article 39 du CCAG-PI, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques conformément à l'article 41 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 9 – DIFFÉRENDS ET LITIGES**

### **9-1 - Règlement à l'amiable**

En cas de différends ou litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché, le titulaire peut demander à la personne publique que ceux-ci soient soumis à l'avis du comité consultatif de règlement amiable des marchés compétent (article 43 du CCAG-PI).

### **9-2 - Contentieux**

En cas de contentieux, le tribunal administratif compétent sera celui de Bordeaux.

## **ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

- l'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG
- l'article 4.2.3 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG